

Pierre GENEVIER
18 Rue des Canadiens, App. 227
86000 Poitiers
Tel. : 09 80 73 50 18 ; Mob. : 07 82 85 41 63 ; Courriel : pierre.genevier@laposte.net.

M. Zénon Ngay MUKONGO, Président du Conseil de Sécurité (missionrdc.onu.ny@diplomatie.gouv.cd, missionrdc@gmail.com)
Mmes et MM. les Représentants des pays membres du Conseil de sécurité
Mme Annalena Baerbock, Présidente de l'Assemblée générale (opga@un.org)
Mmes et MM. les Représentants des pays membres de l'Assemblée générale
M. Stavros Lambrinidis, Représentant de l'Union européenne à l'ONU (delegation-new-york@ec.europa.eu)
M. Mohamed Fathi Ahmed Edrees, Représentant de l'Union africaine à l'ONU (AU-Newyork@AfricanUnion.org)

Poitiers, le 21 juillet 2026

Objet : Ma candidature au poste de Secrétaire général

PDF disponible à : FR <http://www.pierregenevier.eu/npdf3-2-21/let3-UNSC-FR-21-7-26.pdf>.
EN <http://www.pierregenevier.eu/npdf3-2-21/let3-UNSC-EN-21-7-26.pdf>.

Mesdames et Messieurs,

1. Suite à ma lettre du 25-6-26 ([Att. 0](#), EN [Att. 0.1](#)), je me permets de vous écrire afin d'apporter quelques précisions sur mes travaux récents concernant mes propositions, et d'aborder plusieurs sujets importants liés à ces propositions ainsi qu'au processus de sélection du prochain Secrétaire général de l'ONU.

A. L'urgence d'aborder la question de l'utilisation de l'IA par l'ONU dans le cadre du processus de sélection du prochain Secrétaire général

2. Les analyses croisées entre ma plateforme et les rapports de l'ONU, réalisées avec l'aide de systèmes d'IA et transmises dans ma lettre du 25-6-26 ([Att. 0](#), EN [Att. 0.1](#)), m'ont permis de vous démontrer l'intérêt de mes propositions et la pertinence du travail effectué, sans recourir à des experts extérieurs. L'IA me permet désormais également de vous apporter des éléments détaillés importants sur ces propositions (estimation des volumes de données utilisées, des ressources et infrastructures numériques nécessaires, des coûts de développement et du calendrier de réalisation, entre autres), afin de faciliter la prise de décision des États membres. Un premier point important est apparu de ce travail et justifie que vous agissiez rapidement sur ces propositions comme on va le voir maintenant.

3. L'un des arguments présentés l'an dernier pour justifier l'urgence de développer la Proposition n°3, relative au nouveau système d'aide juridictionnelle, était que plusieurs pays (États-Unis, Chine, Royaume-Uni, France, Russie, etc.) avaient déjà entrepris de développer des systèmes d'IA pour aider les juges à rendre des décisions de meilleure qualité et plus rapidement. Pour éviter des dépenses parallèles inutiles, il était préférable de développer un système commun, utilisable par tous les pays. Cet argument reste pertinent, mais un nouvel argument, tout aussi important sinon davantage, est apparu.

4. En effet, l'idée de développer, au bénéfice de tous les pays, de nouveaux systèmes administratifs et judiciaires fondés sur l'IA — créant ainsi un bien commun mondial — soulève une question technique complexe qu'il convient de trancher rapidement : (1) développer un système entièrement fondé sur l'un des systèmes d'IA de pointe qui dominent le marché (Gemini, OpenAI, Anthropic, DeepSeek) — **scénario A** ; (2) développer un système intermédiaire, entraîné par la nouvelle organisation dédiée à la gouvernance de l'Internet et de l'IA sur ses propres centres de données — **scénario B** ; (3) développer un système de niveau frontière, capable de traiter des tâches beaucoup plus complexes, à un horizon de 5 à 8 ans, mais aussi de 10 à 30 ans — **scénario C**.

5. Pour choisir entre ces scénarios, il faut non seulement imaginer les problèmes que nous souhaiterions résoudre en commun grâce à une IA avancée (niveau frontière ou super-intelligence), mais aussi tenir compte des démarches déjà engagées par certains pays ou groupes de pays — l'Union européenne, ou la Chine et vingt-neuf autres pays — qui ont mis en place ou souhaitent mettre en place des structures de gouvernance de l'IA (voir [Att. 2](#)). L'Union européenne a par ailleurs engagé des financements importants, notamment 20 milliards d'euros pour créer des « gigafactories » et soutenir l'initiative d'un « CERN de l'IA ». La plateforme d'IA du CERN, CAFEIN, est déjà utilisée par l'OMS (résilience des chaînes

d'approvisionnement) et par le CIRC (prévision des risques de cancer). Cette initiative, conçue initialement pour résoudre des problèmes de physique, est donc déjà mise à disposition d'organisations internationales proches du CERN ; elle ne peut être ignorée si l'on souhaite créer la nouvelle organisation internationale que je propose. Il est donc essentiel d'agir rapidement, au niveau de l'ONU, pour coordonner l'ensemble des initiatives et investissements régionaux et éviter les doublons.

6. Par ailleurs, l'enveloppe de 30 milliards de dollars par an générée par le nouveau système de tarification des noms de domaine Internet permettrait de financer les scénarios A et B. Le scénario C nécessiterait des investissements plus conséquents, mais raisonnables s'ils sont envisagés au niveau mondial et dans la perspective d'avantages significatifs à long terme. Par exemple, la différence de qualité de service entre les scénarios B et C pourrait, dans certaines circonstances, entraîner des violations du droit à l'égalité des armes dans le cadre du nouveau système d'aide juridictionnelle. C'est pourquoi il est urgent d'aborder la question de la création d'une nouvelle organisation internationale pour la gouvernance de l'Internet et de l'IA dans le cadre du processus de sélection du prochain Secrétaire général. Avec l'aide d'un système d'IA, j'ai préparé des descriptions plus détaillées de mes propositions et je serais en mesure de fournir des informations plus précises dans le cadre d'un dialogue informel.

B. Une occasion manquée

7. Le Work Package n°16 « Data » de l'initiative UN80 propose « de connecter les données et statistiques de l'ensemble du système des Nations Unies en un socle sécurisé unique, interopérable par conception » (p. 94), et de « mutualiser le savoir-faire des analystes de données, ingénieurs et scientifiques » (p. 96). En 1997, dans le cadre de ma proposition de projet présentée au programme INO-COPERNICUS (voir la [page dédiée à cette proposition](#) sur mon site et un résumé par IA à [Att. 1](#)), j'avais proposé de créer une codification et une classification internationales de l'ensemble des statistiques utilisées à l'ONU et dans ses agences spécialisées, ainsi que de développer un système informatique, fondé sur l'IA, pour collecter en temps réel les données statistiques des pays membres à destination des organisations internationales du système des Nations Unies — afin de simplifier le travail de collecte, d'intégration et de gestion des données, et de réduire les coûts par la mutualisation des dépenses de développement.

8. Je comprends donc parfaitement les objectifs des Work Packages n°15, 16 et même 8, qui visent notamment à « consolider le paysage fragmenté des services de cloud de base, des infrastructures réseau, des logiciels bureautiques... » (p. 78). L'ONU aurait pu engager ce travail dès 1998, pour le bien de l'humanité. Et lorsqu'une organisation aussi complexe que l'ONU laisse passer une opportunité de progrès majeure, il peut falloir des décennies — trente ans, en l'occurrence — avant que ce changement soit finalement mis au service de l'humanité. Je vous encourage donc à saisir l'opportunité du processus de sélection du prochain UNSG pour discuter la gouvernance de l'IA par l'ONU et la possibilité de développer un système d'IA intermédiaire (scénario B) ou un système de niveau frontière (scénario C) pour résoudre les multiples problèmes complexes auxquels les organisations internationales et les administrations du monde entier sont confrontées.

C. L'importance de mettre fin aux conflits actuels

9. Le GRO 2024 rappelle que les pays à revenu élevé consomment six fois plus de matériaux par habitant et sont responsables d'un impact climatique dix fois plus important par habitant que les pays à faible revenu — une responsabilité particulière dans la dégradation de l'environnement et l'aggravation de la crise climatique, qui appelle des investissements considérables dans la transition écologique et dans les technologies au service du bien commun, telles que celles que mes propositions permettent d'envisager. Or plusieurs conflits en cours, notamment en Ukraine et au Moyen-Orient, mobilisent aujourd'hui des ressources économiques, humaines et environnementales considérables au niveau mondial. Cette situation justifie un appel à la raison, d'autant plus lorsqu'on se porte candidat au poste de Secrétaire général, dont l'un des rôles essentiels est d'aider à résoudre les conflits et à maintenir la paix.

10. Je me permets donc d'appeler l'ensemble des parties concernées, dans ces différents conflits, à rechercher activement des voies de négociation et de cessez-le-feu, conformément à l'esprit de la Charte des Nations Unies. Nous disposons des technologies nécessaires pour améliorer significativement les conditions de vie dans le monde et pour lutter plus efficacement contre le réchauffement climatique — un problème très réel, comme l'a montré la canicule d'une gravité inédite qui a touché récemment la France et une partie de l'Europe. Il serait regrettable de continuer à consacrer des ressources aussi considérables à la poursuite de

conflits plutôt qu'à la construction de l'avenir commun que mes propositions permettent d'imaginer. C'est dans cet esprit que je propose ma plateforme : comme un outil de coopération concrète, capable de rassembler les États autour de projets communs plutôt que de les diviser.

Conclusion

11. Je vous prie donc d'accorder à ces sujets — la gouvernance mondiale et coordonnée de l'intelligence artificielle, la nécessaire célérité dans la modernisation numérique de l'ONU, et la recherche cohérente et urgente de la paix — toute l'attention qu'ils méritent dans le cadre du processus de sélection du prochain Secrétaire général. Les délais pris par le passé, qu'il s'agisse de l'intégration numérique du système des Nations Unies ou de la résolution des conflits en cours, ont un coût humain, environnemental et financier considérable. Je crois que ma plateforme, désormais étayée par des analyses détaillées, offre aux États membres les éléments nécessaires pour agir avec la rapidité que ces sujets exigent. Je reste, comme toujours, à la disposition du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et de l'ensemble des représentants des États membres pour approfondir, dans le cadre d'un dialogue informel (si un pays accepte de me nommer), tout élément de ma candidature ou de ma plateforme.

Je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de ma haute considération.

Pierre Geneviev

PS. : Si vous avez des difficultés à accéder à certains documents joints par lien Internet, merci de me le dire, et je vous les enverrai par courriel.

Pièces Jointes/Attachments :

Att. 0 : Lettre du 25-6-26, version FR [<http://www.pierregenevier.eu/npdf3-2-21/let2-UNSC-FR-25-6-26.pdf>].

Version EN (0.2) [<http://www.pierregenevier.eu/npdf3-2-21/let2-UNSC-EN-25-6-26.pdf>].

Att. 1 : Proposition de projet « Esculape », programme INCO-COPERNICUS, 1997,
[<http://www.pierregenevier.eu/npdf3-2-21/Annexe-Esculape-Continuite-19-7-26.pdf>].

Att. 2 : Article du Figaro sur le sommet de l'IA de Shanghai du 17-7-26,
[<http://www.pierregenevier.eu/npdf3-2-21/a-lef-Ai-China-summit-17-7-26-v2.pdf>].